

B — L'anti-militarisme de 72

Il faut le reconnaître : la limitation de nos interventions sur l'armée à certains thèmes et à des campagnes conjoncturelles a fait que nous sommes actuellement largement doublés à gauche en matière d'anti-militarisme.

a) Le Larzac (nous ne revenons pas ici sur le fond de la question du Larzac, correctement traité dans une double page d'un récent Rouge) : si l'intervention locale, régionale, semble avoir été menée à bien (« semble » car presque rien n'a été communiqué centralement de cette intervention), l'intervention nationale n'a pas été prise en charge par la Ligue : nous n'étions — ce qui est réellement un comble — même pas partie prenante du meeting central qui s'est tenu sur la question. Or, ladite question est importante, d'une part parce qu'elle polarise un certain nombre de forces sociales, d'autre part parce que la protestation contre l'installation des camps militaires s'étendra en même temps que ces camps eux-mêmes, et peut toucher rapidement pratiquement tout le midi de la France. Importante aussi parce qu'il ne s'agit pas d'une « déviation petite bourgeoise des luttes ouvrières » mais bien au contraire du strict minimum de l'intervention que l'organisation révolutionnaire assume auprès d'autres classes que le prolétariat et qu'elle ré-investit dans sa propagande auprès de celui-ci. Se contenter de dire que « nous n'avons pas les moyens d'assumer cette intervention » (ce qui peut paraître juste ponctuellement) revient à l'abandonner à des courants — régionalistes, anarchistes, chrétiens — dont nous savons très bien qu'ils ne lui apporteront pas les éléments nécessaires pour qu'elle s'intègre à une stratégie d'ensemble de lutte contre l'Etat fort.

b) L'objection de conscience a fait, également, d'énormes progrès. Sur le plan politique d'abord : les « objecteurs » de la bonne époque, ceux qui étaient si facilement caricaturables par le commandement « Tu ne tueras point », et qui existent toujours, ont cédé la première place à des objecteurs politiques, plus opposants au militarisme français que non-violents caractérisés. Ce sont ceux là qui se battent aujourd'hui souvent fort correctement, pour l'application de la loi sur l'objection de conscience. Pour l'agitation, le thème est en or : le fait de se battre pour l'application d'une loi bourgeoise contre le gouvernement bourgeois qui la bafoue sans risque aucun d'apparaître comme légaliste, est un fait extrêmement rare qui méritait popularisation. Sans revenir sur le problème de fond de l'objection de conscience et sur l'orthodoxie du « On te donne un fusil, prends le », il était nécessaire de corriger notre analyse sur les objecteurs de conscience et, tout en marquant notre désaccord, de soutenir leur campagne. Nous n'avons fait ni l'un ni l'autre et, aujourd'hui, la Ligue apparaît comme une organisation conservatrice en la matière.

Car les objecteurs ont aussi progressé sur le plan du travail d'agitation : livrets militaires brûlés, manifs, sit-in, collages massifs de la « loi cachée », distribution de tracts aux appelés dans les gares, jusqu'aux manifestations diverses du 14 juillet que nous avons relatées dans Rouge avec une certaine amertume... Il ne faut pas se tromper sur ces « manifestations ultra-minoritaires » : elles sont loin d'être mal perçues, et leur aspect souvent spectaculaire leur vaut les honneurs de la presse. (Par ailleurs : la vie politique française devenant ce qu'elle devient, et la TV de plus en plus sous la coupe du pouvoir, il deviendra bientôt nécessaire, pour qu'une action soit popularisée, de la mener en direct devant les caméras qui ne la prévoient pas, et en rupture avec les habitudes établies ; la banderole déployée sur les Champs Elysées le 14 juillet par les objecteurs est un exemple encore restreint de ce qui pourrait être fait).

c) La lutte contre les morts à l'armée s'est développée en plusieurs lieux à l'initiative des militants du GARM (Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation). Elle a donné lieu à des initiatives spectaculaires relatées dans Rouge, et posait concrètement des problèmes de liaison avec les appelés eux-mêmes sur lesquels nous reviendrons plus loin.

d) En conclusion, il est à souligner seulement que l'intervention la plus suivie, la plus étendue géographiquement, la plus proche de ce que doit être l'agitation quotidienne des révolutionnaires, n'a pas été faite par l'organisation révolutionnaire la plus forte et géographiquement la plus implantée. Comme si cette organisation dans son souci de conquérir le prolétariat à la porte des usines, abandonnait des basses corvées à des groupes qui sont peu honorables puisqu'ils ne portent pas en eux les destinées historiques de la révolution... Comme si cette organisation ne se rendait pas compte que les groupes qu'elle traite de petits-bourgeois ne le sont souvent que parce qu'ils n'ont pas de pôle de référence révolutionnaire ; et que donc, la critique qu'elle leur fait n'est qu'une critique de sa propre carence...

C — L'armée aujourd'hui

Il n'y a malheureusement pas que sur la question de l'objection de conscience que nous manquons aujourd'hui de souffle. L'armée française — et sa place dans la société du même nom — a subi une série de mutations dont nous n'avons pas appris à tenir compte et se trouve aujourd'hui dans une situation que nous ne saisissons que très grossièrement.

a) Les mutations de l'armée bourgeoise, nous n'en dresserons pas ici une liste exhaustive ni n'en ferons une analyse détaillée. Le manque d'élaboration de l'organisation sur le sujet conseille en effet la prudence. Rappelons seulement :

— depuis 1962, l'armée française a dû se convertir (et s'est convertie) d'armée coloniale en armée métropolitaine. Ce qui veut dire (et le phénomène s'est accentué depuis mai 68) une armée de maintien de l'ordre, de guerre civile, que l'on essaye de préparer consciemment à cela. La DOT (Défense Opérationnelle du Territoire) en est la concrétisation directe. Mais ce qui correspondait à une armée de type colonial (société militaire fermée sur elle-même, coupée des fractions et des luttes politiques, coupée de la population) n'est plus valable pour une armée métropolitaine qui, si elle veut vraiment maintenir l'ordre et lutter contre la subversion, espère le soutien d'une partie au moins de la population. D'où une « ouverture » de l'armée sur la société civile (opérations portes ouvertes, emplois de jeunes du contingent dans des travaux publics et par la gendarmerie, admission de femmes, etc.)...

— mais cette si petite transformation des mœurs militaires ne va pas sans mal. Et mai 68 a été un coup rude. Pour éviter la propagation des idées gauchistes à l'armée, le pouvoir a mis au point deux tactiques complémentaires : la première consiste à isoler dans des bureaux tous les appelés suspects pour les couper de leurs camarades ; la deuxième consistait à réformer purement et simplement un certain nombre de jeunes gens marqués à gauche.

— enfin, la transformation la plus importante est (venant après et complémentaire à la remise en cause des sursis) l'extension du service militaire à 18 ans et la fin des sursis ; sans entrer dans les détails, la raison profonde de ce changement est claire ; à 18 ans on est cent fois plus malléable et perméable qu'on ne l'est à 21 ou pour les sursitaires, à 25.